



POST PROJECT EVALUATION  
FOR THE  
UNITED NATIONS DEMOCRACY FUND

EVALUATION REPORT

UDF-17-742-DRC

Promoting Political Participation in  
Democratic Elections in the  
Democratic Republic of Congo

December 2022

E1'""\*ti&' S\*mm!r\$ in En +i2) 3,or UNDEF int'rn!+ #\*r#o2'24

This report is the evaluation of the project "Support to CSOs in actions to promote participatory



- The work on existing institutions (COC, local authorities) and on their own development plans, without creating new bodies, groups or strategies specific to the project, was also key to ensuring the success of the project
- The measures taken by the project in order to adapt to the COVID-19 pandemic which included the development of COVID-related awareness campaigns, the implementation of concrete measures to avoid the spread of COVID during the implementation of project activities and the necessary budgetary reallocations to accommodate for the purchase of sanitary protection material was also key

## TABLE DE MATIÈRES

I.9	: VALUATION GLOBALE	1
II.9	CONTEXTE ET STRATÉGIE DU PROJET	<
	2.1 CONTEXTE	<
	2.2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES OBJECTIFS	=
III.9	Méthodologie	>
	3.1 Portée, Cadre et Approche de l'évaluation	>
	3.2 Collecte et Analyse des Données	A
IV.9	CONSTATS DE L'ÉVALUATION	B
	4.1 COHÉRENCE	B

R' m' r"i' m' nt2

6FAvaluateur tient 8 remercier M\$ %aime 4alacios du , \* ) D ainsi @u;8 toute l;A@uipe de Caritas D'Avancement Ou1avu 2CD03, notamment M\$ 7imA Mushagalusa \* yoji, pour leur aide inestima' le dans la prAparation de ce rapport 8 une pAriode e(ceptionnellement difficile en raison de la COE<D/ # 2ce @ui signifiait @uifil n'Atait pas possi' le de se rendre dans le pays pour l'FAvaluation3 et le conte(cte politi@ue et sAcritaire de la rAgion du Sud 5ivu\$ Toutes les erreurs et omissions restent de la responsa' ilitA de l'fauteur\$

C+! \*2' (' non-r' 2#on2! . i+itD

6es opinions e(primAes dans ce rapport sont celles de l'FAvaluateur\$ <ls ne reprAsentent pas ceu( du , \* ) D ou d'aucune des institutions mentionnAes dans le rapport\$

A\*t' \*r

Ce rapport a AtA rAdigA par %uan +nri@ue \* icolHs 7dHn\$

19 : VALUATION %LO7ALE

Ce rapport est

dAmocratisation : ceci est confirmA 8 travers l;analyse @quantitative et @ualitative des











CD0 et du , \* ) D pour encourager le rTle des OSC dans les actions de promotion de la gouvernance participative et Xtat de Droit en RDC en gAnAral et dans la ?one du Sud 5ivu en

6fAvaluation a AtA rAalisAe dans le cadre de la pandAmie mondiale de COE<D/ # \$ 7prJs des conversations avec le personnel de la CDO et le , \* ) D, i+ ! DtD "on"+\* I \*' +' #ro6't #o\*rr! it Otr' D&!+\*D L (i2t!n"" 2!n2 rD(\*ir' +! I \*!+itD (\* #ro"" 22\*2 't ('2 +i&r!. +' 2? si les outils de collecte de donnAes Ataient adaptAs au( diffArents informateurs et @ue le calendrier restait fle(i' le pour s'adapter 8 la disponi' ilitA des part



## IV9 CONSTATS DE L@ VALUATION





de la cohésion sociale, la promotion de droits de la femme, la résolution pacifique de conflits, la gouvernance participative et inclusive

- /

'

consultAs constatent @ue P les autoritAs locales ont changA leur faNon de travailler, en  
i608468(e) 1522759() 1094931() 133905(0) 166074(0) 180252(0) 22711(0) 25841(0) 10  
2accJs A@uita' le des victimes de violences physi@ues et se(27 3549 12.21479() -3 n

s03.766447 ( )  
14

le nombre de personnes dans chacun de groupes ci-dessous : 1- membres des C6OC, 2- membres des Autorités locales, 3- victimes de violences sexuelles, 4- DAIAGuAs au( forums de groupements, 5- DAIAGuAs au( forums de DAIAGuAs et 6- membres de

% B  
C 5 D

- <mpacte sur les C6OC . 6  
% +

A  
( A  
7

% 5; #  
5 '

% n q 8. 3333 0 4 -4. 16702. 8981603570

contribuer à des processus qui protègent le droit à la vie, à l'intégrité physique, à la sécurité et à exercer une citoyenneté sociale et la non/discrimination

- La cohésion sociale passe par la convivialité entre la population, les autorités locales et les forces de l'ordre et de sécurité à travers les actions de négociation, de plaidoyer et de sensibilisation. Les sensibilisations et les plaidoyers sont toujours précédés par des sessions de renforcement des capacités

3 E 0 ( 1 Dans cette composante, on constate une amélioration de la gouvernance locale et de la confiance entre les autorités locales surtout les villages et chefferies et les citoyens, à travers le dialogue, la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et la promotion de la transparence et de la responsabilité des autorités locales envers les citoyens. Des données factuelles appuient ce constat.

- Le niveau de satisfaction de la population dans l'exécution des investissements a augmenté de 20%.
- Le niveau de satisfaction de la population quant à sa participation au processus du Budget Participatif a augmenté de 15%.
- Le niveau de satisfaction des femmes et autres groupes marginalisés quant à leur participation au processus du Budget Participatif a augmenté de 10%.
- La perception de la taxation illégale a diminué de 15%.
- Le niveau de satisfaction des autorités des villages quant à la collaboration avec les C6OC a augmenté de 10%.

Des considérations d'ordre qualitatif sont aussi à souligner.

- Un des meilleurs résultats de ce projet est qu'il a non seulement lancé de grands jalons pour une gouvernance participative, mais aussi et surtout a changé la mentalité de la population non payement des taxes, dans une zone caractérisée par une généralisation de la perception illégale des taxes et par un incivisme fiscal criant par manque d'informations et de collaboration entre gouvernants et gouvernés.
- Un autre aspect positif est lié au fait que les autorités locales et animateurs de la société locale changent et communiquent sur les questions de budget de leurs entités territoriales décentralisées. Il y a donc eu un rapprochement entre les autorités locales et la société civile. Tandis que les autorités locales considéraient la société civile comme leur opposant et cette dernière à son tour traitait les autorités locales des détracteurs et mauvais gestionnaires de la chose publique. Aujourd'hui il y a des échanges plus constructifs entre les autorités et les membres de la société civile.
- Actuellement, il y a déjà des indices de participation inclusive dans la conception des projets communautaires. Néanmoins, la grande difficulté est que le budget participatif n'est pas appliqué dans son intégralité et que le pourcentage de réalisation des projets est encore faible.

3 F 0 1 La capacité des C6OC et des populations à être améliorées dans la mise en place de mécanismes communautaires efficaces favorisant un accès à l'éducation des victimes de violences physiques et sexuelles et des services de soins appropriés dans les communautés. Les constats factuels qui appuient ce résultat sont.











## VI9 LESSONS APPRISES

- L! mDt)o(o+o i' (' "" tt' D&!+\*!tion 3L (i2t!n""? L tr!&'r2 +! rD"o+t'? #!r \*n' DI \*i#  
(@nI \*0t' \*r2 ,o\*rni' #!r +lbr !ni2m' .DnD,i"i!ir'? ('2 'nI \*0t'2 (D&!+\*!tion? face 8  
la pandAmie de la COE<D/ # a AtA trJs ' AnAfi@ue @uant 8 l;implication de l'organisme  
' AnAfficiaire dans la rAcolte d;information et 8 l;appropriation du processus d;Avaluation\$

- L'impact de la pandémie de COVID-19 sur le projet, en allant au-delà des risques proposés dans le document de projet, et en définissant les actions et mesures à prendre en cas de matérialisation de ces changements éventuels.

ANNE; ES

Ann'1' 1/1 \*'2tion2 (0&!+\*'!tion

CritKr'  
DAC

C\*'2tion (0&!+\*'!tion

So\*2-I \*'2tion2

Dans quelle mesure le projet, tel qu'il a été mis en œuvre, a-t-il permis

Evaluations

Dans quelle mesure le projet a-t-il mis en place des  
#ro'' 22\*2 't (' 2 #ro"D(\*r' 2 2o\*t' n! nt +' rS+' (' +!  
2o"iDtD "i&i+' afin de rAduire les violations de droits  
civils et politi@ues et favoriser le respect de l;Etat de  
droit, de la dAmocratie et de la pai( sociale en RDC Y

Im#i"t'





Annex 1 / 2 / P ronn 2 / t in tit \* tion 2 / on 2 \* + D 2

a) 4 personnes responsables du suivi de la mission d'évaluation

Alain Malacios	Chargé du projet	, * ) D
----------------	------------------	---------

' \$ 6 liste de personnes impliquées, au sein de l'agence de mise en place 2CD03 dans l'évaluation 8  
travers le remplissage d'un questionnaire issu de plusieurs séances de discussion interne

7 / A Louis Pasteur R) D7C<D97 C<[7	Directeur
EalAry 576) M) * 7	Administrateur D'AnAr et chargé de contrôle de qualité de programmes
Mathilde M<C<DO	ancienne chargée de projets
7imA M) SC7D76) S7 * ^O%	Chargé de projet 8 la Caritas
Matthieu * ga' oye1a	Chef d'antenne

c) 6 liste d'entités impliquées dans l'évaluation 8 travers le remplissage du questionnaire

6 liste des C6OCs ' AnAficiaires 2 S mem' res par C6OC, séance de discussion par C6OC3.	
-	C6OC 2comité local d'organisation communautaire de Bugendo centre
-	C6OC Cishugi
-	C6OC 5ashim' i
-	C6OC <ram' ira * ord
-	C6OC <ram' ira Sud
-	C6OC Oulungu
-	C6OC 5a' onde
-	C6OC 5a' one1e
-	C6OC Mulam' a
-	C6OC <hem' e
-	C6OC <rega
6 liste des 7 autorités intégrées dans l'évaluation	
-	6e chef de chefferie de 5a' are
-	6e chef de chefferie de * indja
-	6e chef de groupement de Bugendo
-	6e chef de groupement d'<shungu
-	chefs de villages ' AnAficiaires du projet
-	6; ancien Ministre provincial du 4lan et Oudget du Sud/5ivu
-	6a Division de la d'Ac centralisation
-	4RO, <T CO* DO
! groupes de citoyens 2sAance de ' brainstorming3	

Ann' 1' </ A"ron\$m' 2

CD0	Caritas D'Avancement Ou1avu
C6OC	ComitA 6ocal d;Organisation Communautaire
C64D	ComitA 6ocal de 4ai( et D'Avancement
COR+,	ComitA pour la RAforme des , inances 4u' li@ues
D7C	ComitA d;7ssistance Commnautaire
+<)	+conomist <ntelligence ) nit
+TD	+ntitA Territoriale D'AccentralisAe